



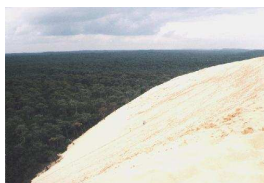
## LES SITES CLASSES ET INSCRITS

Les sites classés et inscrits sont des espaces protégés d'importance nationale. Ils concernent des espaces et des paysages naturels et ruraux ainsi que des paysages bâtis remarquables.

Ces espaces protégés font l'objet d'une servitude d'utilité publique et un zonage spécifique assurant la préservation de l'intérêt naturel et paysager des lieux leur sera appliqué dans le document d'urbanisme qui rappellera les règles applicables sur ces espaces :

### TEXTES REGLEMENTAIRES APPLICABLES

- » code de l' Environnement - livre III, titre IV, chapitre 1°, articles L 341 - 1 et suivants (ancienne loi du 2 mai 1930)
- » décret n°69-607 du 13 juin 1969
- » décret n°88-1124 du 15 décembre 1988
- » circulaire n° 2000-1 du 30 octobre 2000 portant sur les orientations pour la politique des sites.
- » code du Patrimoine –article L.630-1





# LES SITES CLASSES

## Champ d'application

Sont susceptibles d'être classés les sites et monuments naturels dont l'intérêt paysager, artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque est exceptionnel et qui méritent à cet égard d'être distingués et rigoureusement protégés.

## Objectifs

Le classement est une protection forte qui correspond à la volonté de strict maintien en l'état du site, ce qui n'exclut ni la gestion, ni la valorisation.

La gestion des sites classés est définie pour chaque site en fonction de ses caractéristiques, prenant en compte la volonté de concilier progrès, activités traditionnelles et préservation du patrimoine par une politique de concertation avec les acteurs concernés.

## Intérêts

Le classement permet de mettre en valeur la qualité et la diversité des paysages.

Ce patrimoine qui contribue à la qualité de la vie est aussi aujourd'hui un indéniable atout de promotion touristique qui joue un rôle positif dans le moteur économique local.

Le classement affirme la reconnaissance des qualités exceptionnelles des sites et monuments naturels qui constituent un élément capital de notre patrimoine naturel et culturel au même titre que les monuments historiques classés.

## Procédure de classement

Sur l'initiative du ministre chargé des sites, de la direction régionale de l'environnement ou de la commission départementale des sites, perspectives et paysages :

- la procédure de classement dépend du statut de propriété du site :
  - \* si le site appartient à des personnes privées, les propriétaires sont invités à se prononcer sur le projet de classement lors de l'enquête administrative qui est ouverte par le préfet selon les conditions prévues par le décret du 13 juin 1969.
    - en cas d'accord du propriétaire, le classement est prononcé par arrêté du ministre chargé des sites après avis de la commission départementale des sites, perspectives et paysages.
    - en cas de désaccord du propriétaire, le classement est prononcé par décret en Conseil d'État après consultation de la commission départementale des sites, perspectives et paysages et de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages.
  - \* si le site appartient à l'État, et en cas d'accord du ministre des finances et du ministre chargé de la gestion du site, le classement est prononcé par arrêté du ministre chargé des sites. Dans le cas contraire, la décision est prise par un décret en Conseil d'État.

\* si le site appartient à une commune, un département ou un établissement public, et que ceux ci sont d'accord, le classement est prononcé par arrêté du ministre chargé des sites.  
Dans le cas contraire, la décision est prise par un décret en Conseil d'État.

- La décision est publiée au Journal Officiel et à la conservation des hypothèques.
- L'emplacement du site doit être reporté au document d'urbanisme, en qualité de servitude d'utilité publique opposable aux tiers.
- Les effets du classement suivent le monument naturel, en quelque main qu'il passe.

## **Effet du classement**

Les sites classés ne peuvent ni être détruits ni être modifiés dans leur état ou leur aspect.

A titre exceptionnel, une autorisation spéciale peut être délivrée par le ministre chargé des sites ou le préfet, après passage en commission départementale des sites, perspectives et paysages. Cette dérogation ne peut être accordée pour des travaux qui portent atteinte à l'intégrité du site.

En site classé, le camping et le caravanning, la création de villages de vacances, l'affichage, la publicité et l'implantation de nouveaux équipements (lignes électriques, pylônes, ...) sont interdits.

Les travaux d'entretien et d'utilisation normale des fonds ruraux (agriculture) restent autorisés.

Les activités n'ayant pas d'emprise sur le sol (chasse, randonnée...) continuent à s'exercer librement dans un site classé.





# LES SITES INSCRITS

## Champ d'application

Sont susceptibles d'être inscrits les sites qui, sans présenter une valeur ou une fragilité telles que soit justifié leur classement ont suffisamment d'intérêt pour que leur évolution soit surveillée de très près.

## Objectifs

L'objectif principal est la conservation de milieux et de paysages dans leurs qualités actuelles. La procédure simplifiée d'inscription à l'inventaire départemental des sites constitue une garantie minimale de protection, en soumettant tout changement d'aspect du site à déclaration préalable.

## Intérêts

Comme pour le classement, l'inscription permet de mettre en valeur la qualité et la diversité des paysages. Ce patrimoine qui contribue à la qualité de la vie est aussi aujourd'hui un indéniable atout de promotion touristique qui joue un rôle positif dans le moteur économique local.

L'inscription reconnaît la qualité des sites et monuments naturels qui constituent un élément capital de notre patrimoine naturel et culturel au même titre que les monuments historiques inscrits.

L'inscription d'un site joue un rôle d'alerte auprès des pouvoirs publics qui sont avisés des intentions d'aménagement des propriétaires.

Elle joue un rôle pédagogique auprès des habitants sensibilisés à l'intérêt du site et habitués à l'intervention qualitative de l'administration.

En ce qui concerne le permis de démolir, il ne peut y avoir démolition si l'architecte des bâtiments de France s'y oppose.

## Procédure d'inscription

Sur l'initiative du ministre chargé des sites, de la direction régionale de l'environnement ou de la commission départementale des sites, perspectives et paysages ; elle peut décider-elle même de l'inscription ou le faire à la demande d'un particulier, d'une association, d'une collectivité territoriale ou d'une administration.

Le dossier est instruit par la DIREN (qui est souvent à l'origine de la procédure).

L'avis des communes concernées est requis par le préfet avec un délai de réponse de trois mois.

L'inscription est prononcée par arrêté du ministre chargé des sites.

L'avis des propriétaires n'est pas requis. L'arrêté portant l'inscription du site leur est notifié soit individuellement, soit par une publicité généralisée s'ils sont plus de cent ou s'ils ne sont pas connus.

## Effet de l'inscription

Pour tout projet de travaux de nature à modifier l'état ou l'intégrité du site, le propriétaire doit informer quatre mois à l'avance le préfet qui consulte l'architecte des bâtiments de France qui émet un avis simple sur les projets de construction et un avis conforme sur les projets de démolition.

Le camping et l'installation de villages de vacances sont interdits sauf dérogation accordée par le préfet, après avis de l'architecte des bâtiments de France et éventuellement de la commission départementale des sites, perspectives et paysages.

La publicité est interdite dans les agglomérations situées en site inscrit, sauf exception d'une réglementation locale.

Les travaux d'entretien et d'utilisation normale des fonds ruraux (agriculture) restent autorisés.

Les activités n'ayant pas d'emprise sur le sol (chasse, randonnée, ...) continuent à s'exercer librement dans le site inscrit.

Dans les communes dotées d'un document d'urbanisme, l'emplacement du site doit être reporté sur le document cartographique en qualité de servitude d'utilité publique opposable aux tiers.

